

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER
LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Philippe TREMBLAY

**Dossier n° N° RG 20/00767 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MVWR
Minute n° : 20/00141**

Pour copie certifiée conforme
Le greffier



**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE DEUXIEME DEMANDE DE
PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 10 Juillet 2020 à 10h20

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu le jugement correctionnel du tribunal de grand instance de Avignon, en date du 29 décembre 2017, condamnant [REDACTED] à une interdiction du territoire français de 3 ans, à titre de peine complémentaire ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE** le 9 juin 2020 à l'encontre de :

**M. [REDACTED]
né le 02 Mars 1998 à MONS (TUNISIE)
de nationalité Tunisienne**

notifiée à l'intéressé le 10 juin 2020 à 10h35 ;

Vu l'ordonnance rendue le 12 juin 2020 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Nîmes prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours, confirmé par la Cour d'appel de Nîmes le 16 juin 2020 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 09 Juillet 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 09 Juillet 2020 à 14h36 tendant à la prolongation de la rétention de **M. [REDACTED]** dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **trente jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émarginé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente

audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE**, ou de son représentant;

M. [REDACTED], présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Florence ROSE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu soulève des moyens dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

M. [REDACTED] déclare : s'il faut je ne reste pas en France. Au bled, je n'ai aucune famille. J'aimerais aller en Allemagne, j'ai de la famille.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'article L552-7 alinéa 1er du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose que, quand un délai de vingt-huit jours s'est écoulé depuis l'expiration du délai de quarante-huit heures et en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite à son éloignement, le juge des libertés et de la détention est à nouveau saisi.

L'article L552-8 du même code dispose qu'à peine d'irrecevabilité, prononcée d'office, aucune irrégularité antérieure à l'audience relative à la première prolongation de la rétention ne peut être soulevée lors de l'audience relative à la seconde prolongation.

L'article L554-1 du même code dispose qu'un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.

Il est de jurisprudence constante que la demande adressée au service compétent du ministère de l'intérieur de présentation de l'intéressé aux fins d'identification n'établit pas la réalité d'un envoi effectif à l'autorité étrangère compétente en vue de l'exécution de la mesure d'éloignement, caractérisant la diligence requise par l'article L554-1 susvisé.

L'avocate de l'intéressé indique notamment que les diligences de l'administration sont insuffisantes.

Le consulat général de Tunisie à Marseille a, en effet, informé l'administration de ce que cet intéressé était inconnu auprès des autorités tunisiennes compétentes, et ce, dès le 15 mai 2020.

L'administration ne produit, cependant, un formulaire de saisine en vue de la transmission des empreintes vers Rabat qu'en date du 23 juin suivant, soit 32 jours plus tard.

Aucun élément n'explique ce délai de 32 jours.

Les irrégularités antérieures à l'ordonnance de la cour d'appel de Nîmes du 16 juin dernier relative à la première prolongation de la rétention sont certes purgées, mais aucun élément n'explique non plus ce délai de 8 jours entre cette ordonnance et ce formulaire.

Ce formulaire n'est, d'ailleurs, pas suffisamment probant puisqu'il est joint à un courriel adressé à lpc-maroc-dgef@interieur.gouv.fr, autrement dit au service compétent du ministère de l'intérieur français et en aucun cas à l'autorité étrangère compétente.

Aucun élément ne permet, enfin, de comprendre pourquoi ce formulaire doit être adressé aux autorités marocaines et non pas seulement ou également aux autorités algériennes.

Il ressort de ces considérations que les diligences de l'administration sont manifestement insuffisantes.

Il convient, par conséquent, de rejeter la requête en prolongation de la rétention administrative.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

DÉCLARONS la procédure irrégulière ;

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE** ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M.** est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS M. que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

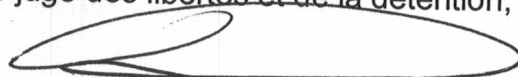
INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 10 Juillet 2020 à 14 h 04.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention,



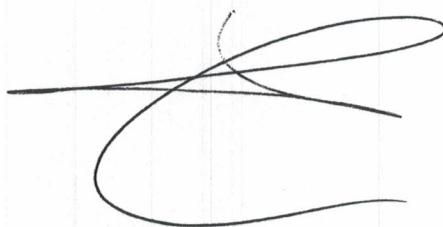
Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 10 Juillet 2020 :

L'intéressé,

L'interprète,

L'avocat du retenu,

Le représentant du
préfet,



Par courriel

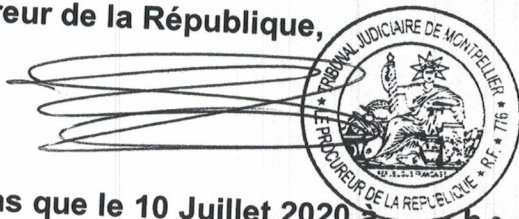
Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la
République le 10 Juillet 2020 à 11 h 07,
Le greffier,



Nous, **Stéphane BERES**
VICE-PROCUREUR

, déclarons *en per* interjeter appel de la présente
décision,

Le procureur de la République,



Constatons que le 10 Juillet 2020 à 11 h 27, le procureur de la République *n'a pas*
interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,

